Le Livre “Histoire de la resistance” du Professeur François-Georges DREYFUS

Category: 1940-1944 : Résistances en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Extraits de bulletin,Renseignement
29 octobre 2021

Préfacé par l’Abbé René de Maurois, compagnon de la Libération, l’ouvrage de notre camarade F.-G. Dreyfus se caractérise par son objectivité, son impartialité et son courage.

En cela, il se différencie de tant d’autres auteurs qui ont traité de la Résistance depuis la libération, en imprégnant leurs œuvres d’idéologie politique ou partisane, voire de tendances hagiographiques appuyées.

Avec tact, F.-G. Dreyfus aborde les aspects les plus délicats, parfois les plus controversés, du comportement des Français face à l’ennemi, face à la politique de Vichy, face aux épreuves des années d’occupation, face aux sollicitations des alliés.

D’un énorme travail de recherche et de documentation, il construit une synthèse de cette résistance aux multiples facettes. Y compris les plus humbles et les moins connues.

C’est ainsi que la résistance des militaires depuis juillet 1940, y compris celle de nos réseaux clandestins de renseignements, de contre-espionnage et de sécurité, apparaît à sa vraie place et dans sa vraie grandeur.

Professeur d’histoire contemporaine à la Sorbonne, ancien directeur du centre d’études germaniques et de l’institut des hautes études européennes à Strasbourg, F.-G. Dreyfus, alors adjoint au Maire de Strasbourg, accueillait naguère chaleureusement nos camarades réunis en Congrès en Alsace.

L’A.A.S.S.D.N. retrouve dans son livre le souffle patriotique qui inspirait ses paroles et ses actes.

Il leur souhaite un plein succès dans l’intérêt de la Vérité Historique.

La Releve de Camelia arrive a Clermont Ferrand

Category: 1942-1945,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,SERVICES SPECIAUX,Travaux ruraux
29 octobre 2021

Un artile de Colonel Xavier Bernard tire des archives du Colonel Paul Bernard son pere. Il relate l'arrivee a Clermont Ferrand en 1944 pour reprendre la direction de Camelia apres l'arrestation du Capitaine Mercier.

Ingerence ou Mediation ?

Category: Extraits de bulletin,Intelligence économique
29 octobre 2021

Un article du Bulletin 226 Avril 2012 de Xavier Guilhou CEO de XAG conseil (cabinet specialise en prevention des risques) sur le devoir de proteger et la gestion des risques.

L'Evolution des services de renseignement francais selon le General Pichot-Duclos (1993)

Category: 1992-2000,Extraits de bulletin,Géopolitique,Renseignement
29 octobre 2021

La recherche de « Cette Sacrée Vérité » ne saurait exclure l'actualité et encore moins l'avenir. Ce titre se propose donc d'accueillir et de réunir les contributions traitant de nos préoccupations.Après la description de l'organisation et des moyens de notre renseignement, je voudrais maintenant dans une dernière partie, vous exposer les tendances qui se dessinent et les problèmes qui restent à résoudre.

Tendances et problèmes actuels

La nécessaire réforme du Renseignement s'inscrit dans le bouleversement des données stratégiques de ces dernières années.

Avec la fin du Pacte de Varsovie qui mobilisait toutes nos forces nous devions revoir tout notre système de défense puisque l'adversaire est désormais partout et nulle part et la menace multiforme. Il faut donc repenser le dispositif et redéployer les moyens dans un contexte d'intervention tous azimuts et de technologie galopante sans oublier que l'homme reste la donnée essentielle du combat. Exemples de cette apparente contradiction :

A deux ans d'intervalle, la guerre du Golfe a montré ce que pourrait être la guerre de l'espace (puisqu'un Patriote interceptait un Scud sur signal donné par un satellite alerté par le

dégagement thermique du départ du coup), ceci tandis que la guerre des Balkans nous démontre chaque jour qu'un SNIPER peut paralyser l'O.N.U. Et puis, avons-nous déjà oublié que personne — sauf le Colonel Garder dont je salue ici la mémoire et la perspicacité prémonitoire — n'avait prévu l'effondrement proche de l'Empire Soviétique, ni percé les intentions réelles de Saddam Hussein?

Le Renseignement de demain dépend donc à la fois des ressources financières qui lui donneront les moyens techniques indispensables et de la qualité des hommes qui les serviront : il s'agit ici de l'homme de bon sens et de l'homme-ingénieur unis pour utiliser intelligemment les fantastiques possibilités de la technique. Telle est donc la première tendance lourde de l'époque.

La seconde tendance concerne la maîtrise de l'information elle-même dont l'abondance provoque la submersion des mémoires et la manipulation provoque la subversion des systèmes de référence. Ce n'est pas par hasard que les Britanniques, comme avant eux les Chinois, ont toujours associé la fonction « influence » à la fonction « Intelligence » « Renseignement ». Aujourd'hui, ce n'est plus seulement nécessaire, c'est indispensable à toute puissance qui veut survivre et pour ce faire doit maîtriser l'information, source du Renseignement.

Quant aux problèmes qui demeurent, ils sont chez nous d'ordre essentiellement culturel :

— Nous nous disons cartésiens mais quel décideur civil ou miliaire accepte de subordonner ses intuitions — nécessairement géniales — aux humbles exercices de l'esprit que sont l'analyse minutieuse, la comparaison difficile, les choix déchirants et la synthèse pragmatique?

Pour balayer devant notre porte, quel chef accepte de faire sienne la vieille formule du Général Bradley, génial organisateur du débarquement et qui disait **« Mon deuxième bureau me dit ce que je dois faire, mon quatrième bureau me dit ce que je peux faire et moi je dis à mon troisième bureau ce que je veux faire**. » Nous sommes cartésiens, soit, soyons aussi bradlésiens.

— Nous sommes aussi un peuple bavard mais nous ignorons trop souvent les langues étrangères. Un effort serait bienvenu, en particulier en arabe et en turc.

— Nous sommes un peuple de soldats, mais nous négligeons de méditer nos échecs et préférons célébrer de glorieuses défaites plutôt que de réfléchir à leurs causes et nous dire « plus jamais cela » en en conservant les enseignements.

Nous pourrions donc imaginer une fonction nouvelle qui serait celle de l'historien de la structure ou de l'Etat-major, que son rang comme sa compétence affranchirait des pesanteurs de la hiérarchie afin qu'il puisse dire : Cette solution ou cette absence de décision a déjà entraîné tel désastre…

Mais je rêve peut-être devant vous.

— Nous sommes un peuple prompt à la division : le Renseignement a besoin d'unité et de coordination. Ce problème n'est actuellement pas réglé dans le contexte politique.

— Il faudrait enfin que les décideurs, surtout les politiques, comprennent que la fonction du

Renseignement est noble et que ses serviteurs ne sont les ennemis de personne, qu'ils sont seulement les humbles amis de la Vérité et qu'il faut leur donner les moyens de la faire jaillir.

C'est à ce prix qu'à la prochaine guerre du Golfe ou d'ailleurs, nous ne dépendrons plus du Renseignement des autres, fussent-ils nos alliés.

Intervention du Général Pichot-Duclos sur l'Intelligence economique (1993)

Category: 1992-2000,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Intelligence économique,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

La forme et l'interprétation journalistique des propos confiés par le Général Pichot-Duclos au supplément économique d'un grand quotidien du matin avaient, en leur temps ému certains de nos amis. Bien que l'intervention du Général Pichot-Duclos au cours du dernier conseil d'administration apporte tous les éclaircissements possibles, une analyse plus complète et plus démonstrative s'imposait. Tel est donc l'objet de la question

Qu'est-ce que l'intelligence économique ?

L'Intelligence Economique est un concept nouveau, en cours de formalisation en France, pratiqué depuis de nombreuses années à l'étranger, consistant à organiser la maîtrise du cycle complet de l'information ouverte intéressant les acteurs économiques (et en priorité l'entreprise) ceci au terme d'une approche globale, collective et systématique, concrètement, cela veut dire

1. Que l'on ne s'intéresse qu'à l'information publique dont la collecte est autorisée par la loi soit environ 90 % du total informatif, on exclut ainsi du champ de l'Intelligence Economique l'information fermée, protégée par le secret d'Etat ou d'entreprise, soit environ 10 % du total informatif, qui sont la cible des services de renseignements des Etats.

2. Que l'on s'efforce de traiter tous les aspects successifs de la vie de l'information : recherche, traitement, exploitation, diffusion, protection en sont les actes élémentaires; il s'agit d'en organiser la maîtrise au sein d'un système complet intégré à la structure par exemple de l'entreprise; jusqu'à présent un certain nombre seulement de ces actes élémentaires est pris en compte il y a des centres de documentation, des cellules de veille technologique ou concurrentielle, il y a des services de sécurité mais il n'y a pas de représentation de la fonction maîtrise de l'information — en tant que telle — dans les Directions Générales; il n'y a pas de prise en compte globale de cette fonction qui permette de coordonner la recherche, le traitement, etc., afin de répondre exactement aux besoins des Directions Générales en information de niveau stratégique; il n'y a pas de mobilisation de l'ensemble du personnel pour mieux voir à l'extérieur ce qui peut être utile à l'entreprise… bref, il n'y a pas de culture

collective de l'information qui permette à l'entre prise d'atteindre les niveaux de performance de ses concurrents japonais ou allemands; l'Intelligence Economique, c'est le concept qui permet d'atteindre cette mobilisation collective au service d'un système global d'information dans un univers concurrentiel.

3. Pourquoi le mot Intelligence et non pas information ou renseignement ? Pour beaucoup de raisons tout à fait fondées. Tout d'abord, le concept britannique d' « Intelligence » est beaucoup plus riche que le vocable français issu du latin « intellego », c'est-à-dire « je comprends », le Français aime comprendre : à la limite, cela lui suffit, il ne lie pas nécessairement cette compréhension à l'action qui donne un sens à la recherche. Le Britannique cherche à savoir pour agir et il prépare puis prolonge en permanence cette recherche et cette action par une politique d'influence positive (lobbying) ou négative (désinformation). Cet ensemble riche, cohérent et efficace constitue l' « Intelligence ». On n'en démontre plus l'efficience; on n'ira pas non plus jusqu'à prétendre que celle de notre pratique à nous lui est supérieure. Deuxième raison pour adopter la formule « Intelligence économique » C'est la meilleure traduction possible des vocables anglo-saxons de « business intelligence » ou « competitive intelligence » qui décrivent partiellement le concept détaillé plus haut; elle a de surcroît l'avantage d'éviter d'employer le terme de « renseignement » qui chez nous a une connotation fermée de recherche plus ou moins confidentielle ou clandestine alors que l'intelligence économique ne traite que ce qui est du domaine public ou accessible légalement : ce n'est pas la moindre originalité du concept.

4. Autre point important l'appellation « d'Intelligence économique » est un néologisme qui désigne une réponse nouvelle à un problème nouveau, et c'est peut-être sa principale justification. En effet dans ses ouvrages " Le Choc du futur " puis " Les Nouveaux Pouvoirs ", Alvin Toffler prévoyait dès 1974 que l'information constituerait la principale matière première et la principale richesse du futur. Les faits quotidiens démontrent la justesse de ces affirmations : grâce aux moyens de communication de masse, à l'informatique et à la télématique, le flux d'informations produites double tous les quatre ans. Personne ne peut plus prétendre maîtriser la totalité d'un pareil gisement et pourtant, il faut s'en assurer le maximum. Tous les services de renseignement du monde sont débordés, ils ne peuvent déjà plus exploiter tout ce qu'ils captent avec les écoutes électroniques, aussi vont-ils de plus en plus se concentrer sur leur mission, c'est-à-dire les 10 % d'informations secrètes qu'eux seuls peuvent obtenir et traiter. Les 90 % restant sont à tout le monde… mais la difficulté pour chacun est d'y trouver strictement ce dont il a besoin, c'est-à-dire l'information qui lui est utile à lui. D'où la naissance de tous les nouveaux métiers de l'information et du concept d'Intelligence Economique.

5. Il faut aussi préciser un aspect particulier de l'Intelligence Economique : c'est celui de l' « information grise ». Il s'agit de la partie de l'information qui n'est pas totalement publique parce qu'on ne la trouve, par exemple, ni dans les journaux, ni dans les banques de données et qui n'est pas pour autant protégée par la loi; ainsi, une synthèse d'informations ouvertes est le premier pas dans l'élaboration d'un renseignement; des propos tenus dans une réunion technique sont protégés par la discrétion des participants mais pas forcément par la loi; quelqu'un qui pose des questions même indiscrètes n'enfreint pas la loi il suffit de ne pas lui répondre : un chercheur trouve un procédé nouveau avant de le publier, il doit le protéger par un brevet : nous sommes dans le domaine de l'information grise, terrain de chasse de prédilection des professionnels de l'économie concurrentielle qui adorent par exemple faire

parler ces Français si bavards. C'est aussi l'un des aspects de l'Intelligence Economique que de préparer le personnel de nos entreprises à maîtriser ces risques et ces dangers.

6. Notre pays aborde l'Intelligence Economique dans la phase de concurrence économique effrénée que vous savez; il n'y a désormais plus ni alliés ni amis : voyez le ton comminatoire adopté par les Américains, par exemple dans les négociations du G.A.T.T., depuis qu'ils ont moins besoin du consensus européen puisqu'il n'y a plus d'ennemi soviétique. Il faut donc nous préparer à un nouveau type d'affrontement, sur un terrain nouveau, avec des règles nouvelles : celui de la Guerre économique; toutes les forces de notre pays y sont nécessaires mais cette idée-même n'est pas encore perçue par tous. Et pourtant d'autres pays nous montrent le chemin : les Japonais et les Allemands se sont bâtis un système cohérent d'Intelligence économique dès la fin de la Guerre et leurs performances sont éloquentes : ils ont su créer des synergies entre les banques et les entreprises, entre les entreprises et les autorités locales, entre le secteur privé et le secteur étatique… Ils ont une démarche globale et collective pour conquérir les marchés… Et nous, nous interrogeons encore!

7. Toutefois en France le problème commence à être examiné sérieusement : depuis septembre 1992, un groupe de travail d'une cinquantaine de personnes — très pluridisciplinaire — réfléchit à la question au Commissariat Général du Plan — organisme de prévision du Premier Ministre — Sous la direction d'Henri Martre, ancien Président de l'Aérospatiale, nous préparons un rapport qui sera publié sous le titre : « Intelligence économique et stratégie des entreprises ». Ce rapport irriguera tous les canaux de l'administration et d'une grande partie des entreprises. Les idées qui sont ici présentées en sont largement inspirées. Elles sont développées dans deux articles à paraître sous ma signature dans la Revue de Défense Nationale. Tout ceci démontre l'ampleur du problème et le niveau auquel on s'efforce de le traiter. En conclusion, on peut retenir : — Que la maîtrise de l'information devient l'une des clés de la puissance et de la souveraineté des Etats et qu'avec la fin de la menace soviétique, il y a transfert sur le terrain économique de la compétition entre Blocs, Etats et Entreprises. — Que l'Intelligence Economique est nécessaire aux différents acteurs, quelque soit leur niveau, entreprises, Etats ou blocs, pour se maintenir au milieu de la guerre économique qui se déroule tous les jours. Cette Intelligence ne concerne que le domaine ouvert mais c'est 90 % du total informatif. — Que la masse des informations disponibles aujourd'hui est telle que seuls des systèmes organisés pourront la maîtriser pour en extraire la fraction utile il faut donc créer ces systèmes entre tous les acteurs; au sein de l'Entreprise, une organisation nouvelle est à mettre en place : on peut appeler cela l'ingénierie de l'information ; elle est génératrice de nouveaux métiers, nombreux et rentables. Au sein de notre pays, il y a des passerelles à jeter par exemple entre l'institution étatique (détentrice de beaucoup d'informations qui sont loin d'être secrètes), les structures territoriales (telles que les Chambres de Commerce et d'Industrie) et les entreprises, pour organiser les flux montant et descendant des informations utiles, comme le font le Japon et l'Allemagne depuis longtemps, et comme sont en train de le faire les Etats Unis avec le plan Clinton des « autoroutes de l'information », doté de milliards de dollars. C'est l'organisation progressive du « savoir à écoulement libre » de Toffler. En résumé, il s'agit bien d'un problème nouveau mais majeur qui voit les intérêts fondamentaux des pays, transférés sur le terrain économique. Nous devons donc renouveler notre manière d'aborder la défense de ces intérêts et prendre conscience de l'urgence d'un effort collectif d'Intelligence Economique. C'est à ce prix que nous pouvons espérer survivre en tant que Puissance maîtresse de ses décisions.

Pour un systeme francais d'intelligence economique (1995)

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Intelligence économique,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

Par André Lanata en 1995 :

En 1992, alors qu'il visitait, à Seattle, les installations de la société Boeing, le Président Bush déclarait : " il nous faut tuer l'industrie aéronautique européenne ".

Cet événement est significatif du nouveau tour pris dans les relations internationales et de l'âpreté de la compétition économique qui se déroule sur l'échiquier mondial.

Si pour certains il s'agit de compétition tout semble démontrer que du stade de compétition nous sommes parvenus à celui de guerre économique. Les inconditionnels d'un libéralisme forcené continuent cependant à ne pas vouloir admettre la situation actuelle. Celle-ci conduit à reconnaître la nécessité de doter la France d'un véritable système d'information économique à la tête duquel l'Etat retrouverait le rôle qui devrait être le sien, celui de l'échelon décisionnel et coordinateur du système d'information au service de notre économie.

Cette maîtrise du cycle d'information que d'autres pays ont déjà compris et intégré est au centre de l'idée d'un dispositif d'intelligence économique pour notre pays.

Après avoir réaffirmé que nous sommes effectivement dans un contexte de guerre économique voyons en quoi le concept d'intelligence économique permet d'apporter une réponse à la situation et quels modèles étrangers pourraient inspirer la création d'un système français. *

Il faut d'abord faire preuve de clairvoyance face au nouveau contexte économique dans lequel nous vivons et soutenir l'idée selon laquelle nous devons désormais nous placer dans une logique de guerre économique. Une guerre non déclarée dont les effets sont pourtant bien visibles puisqu'ils prennent la forme du chômage et de l'exclusion.

Une certaine intelligentsia continue cependant de refuser cette réalité préférant ne voir dans les affrontements économiques actuels qu'une forme particulière de concurrence.

L'économiste Jean-Louis Levet redoutait en 1993 cet obscurantisme et déclarait dans "la Révolution des pouvoirs": "Une partie encore trop importante des acteurs économiques, en France en particulier et de son intelligentsia, refusent d'analyser les échanges internationaux sous l'angle des rapports de forces et de la dialectique du combat ". Et pourtant malgré le voile jeté sur cet aspect non avouable des relations internationales, ces dernières années ont été riches en événements démontrant l'action invisible des états (avec une vigueur proportionnelle aux enjeux économiques planétaires).

En inventant le concept de sécurité économique et en créant en 1993 un Conseil économique national (lié au N.S.C. : National Security Council), l'administration Clinton a reconnu de fait l'existence d'agressions étrangères contre les intérêts économiques américains et organisé le verrouillage de son marché ainsi que les contre-attaques.

Ce nouveau tour pris dans les relations internationales est-il réellement neuf ou reflète-t-il tout simplement la reconnaissance d'une partie des rapports de forces internationaux occultée pendant de nombreuses années ?

Tout semble démontrer que la guerre froide est en partie responsable du masque qui s'est opéré dans un domaine qui est historiquement l'enjeu de forces géostratégiques mondiales. Les esprits se sont, en effet, focalisés sur la lutte contre le bloc soviétique en imposant une solidarité nécessaire à la cohésion du bloc occidental mais occultant les oppositions classiques.

Cette cohésion de façade a eu deux conséquences: la première, directe, a vu, avec la prédominance du débat idéologique, le placement des enjeux économiques sur un échiquier de second ordre quasiment invisible, la seconde, indirecte, a progressivement vu le discours dominant présenter la loi du marché comme un état de fait.

Ce concept d'échiquiers invisibles où les rapports de forces entre les nations s'expriment à l'aune de leurs intérêts économiques et de la puissance, semble se révéler à mesure que le débat idéologique lui cède la place. La mission principale du Conseil économique national américain demandant "que son pays s'affirme comme le leader du monde" en témoigne si besoin est.

Ainsi est implicitement reconnu le conflit animant les nations sur un terrain économique.

Il convient, à cet égard, de remarquer que cet aspect économique des menaces susceptibles de s'exercer sur les intérêts vitaux d'une nation est un phénomène très ancien dans l'histoire des civilisations. Il a simplement été occulté pendant l'intermède de la guerre froide.

Le discours sur la libre concurrence est en revanche beaucoup plus insidieux. Il divise d'abord le monde en deux camps: les bons qui respectent les lois du marché et les méchants qui les transgressent. Les régulières dénonciations de la part des Etats-Unis du non respect par le Japon des règles du jeu du commerce international sont là pour le démontrer. Ensuite, il a tendance à entretenir parmi les élites une vision très réductrice des problèmes et de la situation. Ceux-ci ne peuvent, en effet, se limiter à des questions de libre concurrence et les restreindre de la sorte conduit à oublier ces échiquiers invisibles où les parties perdues sans guerres apparentes sont nombreuses.

Nous sommes donc en présence d'une guerre qui ne dit pas son nom mais dont on peut apprécier les conséquences comme la lente conquête de nos entreprises par des capitaux étrangers; une guerre de moins en moins masquée, faite d'actions souterraines, de pratiques protectionnistes, de position monétaire dominante où l'important est d'être "juridiquement correct ".

Qui a par exemple transmis, à la veille du salon aéronautique de Dubaï, aux média, l'information selon laquelle les missiles Exocet français destinés à Chypre devaient en fait approvisionner l'Iran ?

Ainsi de temps à autre certains indices témoignent de l'activité se déroulant sur les échiquiers invisibles. * Dans cette situation les Etats n'ont pas été sans réactions. Au-delà de la mise en place d'un arsenal défensif comme aux Etats-Unis avec le Conseil économique national ou le "National Industry Security Programm ", des mesures offensives ont été prises telle que la diplomatie économique, c'est-à-dire l'aide active de l'Etat aux entreprises dans leur conquête des marchés.

L'intervention du Président Clinton dans le contrat civil obtenu par la société Boeing en Arabie Saoudite en 1994 souligne le nouveau degré de mobilisation du pouvoir politique. Mais c'est surtout dans la prise de conscience de l'importance désormais occupée par la maîtrise de l'information que réside l'essentiel. L'environnement mondial est effectivement en pleine mutation.

Outre le contexte de guerre économique évoqué précédemment et la modification considérable du paysage politique et géostratégique, la mondialisation des phénomènes économiques planétaires et une de ses causes, l'accélération des progrès en matière de communication imposent des réactions de plus en plus rapides et coordonnées. A cela s'ajoute une croissance exponentielle des flux d'informations. Ceux-ci doublent, en effet tous les quatre ans. Or la maîtrise de l'information conditionne l'efficacité. Le domaine économique n'échappe pas à cette règle que les militaires connaissent bien.

Dans ce nouveau contexte mondial, l'information devient une matière première stratégique. Le rapport "Japan 2000" rédigé en 1991 par la C.I.A. rendait compte que la puissance de ce pays s'appuyait essentiellement sur la connaissance et sur la technologie de l'information. Il reconnaissait en outre que "dans le contexte d'une nouvelle économie et d'un nouvel ordre mondial, la connaissance deviendra le fondement primordial de la puissance économique ".

Ainsi émerge le concept d'intelligence économique où le sens du mot intelligence est à prendre dans l'acception anglo-saxonne du terme (savoir pour agir), englobant les opérations de recherche, d'actions connexes et d'influence.

Il s'agit : " de définir un ensemble d'actions coordonnées de recherche, de traitement, de diffusion et de protection de l'information utile aux acteurs économiques" (définition de l'intelligence économique retenue par le groupe de travail du Commissariat général du plan).

En d'autres termes le concept d'intelligence économique s'appuie sur un véritable système d'information et de communication (le C 31 anglo-saxon) à des fins économiques, reliant dans une démarche globale et collective les différents acteurs économiques et l'État.

L'intelligence économique s'inscrit dans un cadre légal et ne concerne que l'information ouverte qui représente tout de même 90 % du total des flux d'information.

Le problème consiste donc au moins autant à extraire l'information utile de ces flux en croissance constante que d'organiser une recherche clandestine du renseignement du ressort des services spéciaux : Ces deux méthodes se complètent.

Unissant étroitement le savoir et l'action, l'intelligence économique dépasse les simples actions partielles de veille technologique, de protection du patrimoine concurrentiel ou d'influence. Elle résulte, en effet, résolument d'une démarche stratégique destinée à piloter les

actions partielles évoquées ci-dessus dans une approche globale du marché intégrant de nombreux autres facteurs que le seul produit (rapports de force, facteurs humains, etc…).

Le champ des actions d'intelligence économique envisageable est extrêmement vaste: manœuvres d'influence, désinformation, infiltration d'organisations humanitaires en vue de conquêtes commerciales ultérieures, analyse systématique des produits concurrents, recherche de renseignement d'origine humaine (interrogatoires d'ingénieurs indiscrets), enquêtes techniques menées par un "client ", sabotage de l'image du produit concurrent (publicité comparative ou campagne d'influence), etc…

La maîtrise de l'information dépasse donc largement les simples fonctions documentaires de veille technologique. Il peut même s'agir d'aller recueillir des informations dans ce que les spécialistes appellent la "zone grise ", zone intermédiaire entre l'information ouverte et l'information protégée, c'est-à-dire ce qui n'est pas ouvert sans être protégé. Ce peut être par exemple ce qui est immoral sans être illégal (attaques contre la vie privée d'un concurrent) ou encore l'obtention d'informations sur un procédé nouveau qui n'est pas encore protégé par un brevet (indiscrétions) d'où un nouvel aspect de l'intelligence économique qui consiste à protéger l'entreprise contre ce genre de risques (sensibilisation du personnel).

Ce nouveau contexte impose à ses acteurs une adaptation culturelle. Il s'agit de faire face à la complexité qui est, avec la mondialisation des échanges et la multiplicité des interactions, une des caractéristiques de l'ère nouvelle qui s'ouvre devant nous contrastant en cela avec le rationalisme bipolaire. Mais c'est également la nécessité d'entreprendre une démarche globale donc collective où les cultures traditionnellement individualistes sont ou vont être handicapées.

Ainsi s'affirme la nécessité, d'adhérer au concept d'intelligence économique qui réunit dans le savoir et l'action la seule issue au défi de la maîtrise des flux d'information.

Ceux-ci constituent en effet la nouvelle matière première stratégique, clef de la compétition économique sans merci que se livrent désormais les nations. Il serait illusoire cependant de penser que certaines nations n'ont pas déjà compris ce principe. * Les dispositifs nationaux d'intelligence économique les plus évocateurs sont ceux du Japon, de l'Allemagne et dans un autre ordre d'idée celui des Etats-Unis.

Ces modèles peuvent inspirer la création d'un modèle français. L'analyse de ces systèmes démontre par ailleurs leur forte dilution dans les pratiques et les mentalités locales, en un mot dans les cultures. Elle met de plus en exergue le rôle de l'Etat comme centre de décision stratégique. La puissance du système d'intelligence économique japonais puise d'abord sa force dans un patriotisme élevé des entreprises et une culture collective de l'information résolument économique.

Le défi posé par la nécessaire reconstruction de la nation à l'issue de la deuxième guerre mondiale constitue également un des fondements du système. On peut y observer un maillage stratégique reliant tous les partenaires économiques dont le fameux Miti mais également les nombreuses agences étatiques telles que le Jetro, le monde politique, syndical, industriel, les services de renseignement, etc…

Il en résulte une irrigation continuelle du tissu économique par les flux de connaissance. Une

stratégie globale est ainsi mise au point grâce à la concertation permanente existant entre les institutions et les milieux financiers et industriels.

Cette stratégie est ensuite suivie d'un travail de terrain parfaitement illustré par l'exemple rapporté par M. Harbulot dans la livraison d'avril 1995 de la revue " Enjeux Atlantiques " "L'implantation méthodique d'entreprises japonaises dans un pays endetté et en état de crise industrielle comme le Mexique peut surprendre. A priori, le Japon pourrait choisir des cibles plus rentables à court terme. Mais ce serait ignorer les possibilités d'actions indirectes qu'offre la côte pacifique mexicaine vers l'économie californienne ", surtout depuis la signature d'accords préférentiels entre les Etats-Unis et le Mexique qui permettent aux Japonais de contourner le dispositif protectionniste américain.

Le rapport de la C.I.A. Japan 2000 soulignait encore que: "l'acquisition de la connaissance, ressource perpétuellement renouvelable, a été et demeure toujours un fantastique atout de supériorité en faveur du Japon sur le plan économique ".

Le système allemand est bien plus ancien que son homologue nippon. Ses fondements remontent, en effet, à l'expansion commerciale germanique au Moyen- Age et à la création d'un réseau marchand international par la ligne hanséatique. Le cœur du dispositif d'intelligence économique allemand constitué des banques, des groupes industriels et des compagnies d'assurance réalise les choix stratégiques. La puissance fédérale effectue la synthèse et le traitement de l'information recueillie par un important réseau de partenaires (syndicats, communautés émigrées, sociétés de commerce, cabinets de consultants, etc…). L'efficacité du système allemand est appuyée par le patriotisme animant l'entreprise, lieu de concertation avec les partenaires sociaux sur les objectifs économiques à atteindre. Les méthodes de recueil et de traitement renforcent encore le dispositif. Faites d'une rigueur et d'une méthodologie toute germanique elles sont à certains égards empruntées aux méthodes de renseignement militaire.

Aux Etats-Unis, le dispositif d'intelligence économique bute sur des obstacles culturels. Champions du libre échange, les Américains ont du mal à réaliser l'osmose nécessaire entre l'intérêt de l'Etat et l'intérêt privé des entreprises. L'administration et les entreprises ne peuvent, de la sorte, établir une stratégie concertée. Le système d'intelligence économique américain est caractérisé par deux ensembles entre lesquels il n'existe que peu de communication : le premier est centré sur l'exécutif, le second sur les entreprises. La fonction d'intelligence économique est cependant reconnue car un élément comme l'autre la pratique. Les entreprises en particulier créent des cellules spécialisées (Bis: Business Intelligence Systems). Toutes cependant n'atteignent pas la " masse critique "leur permettant de se doter d'un instrument d'intelligence économique. Elles font alors appel à des sociétés privées. Ce cloisonnement de l'information ôte, cependant, à l'ensemble, la compréhension globale de leur environnement qu'exige la mondialisation des marchés.

Les Etats-Unis, bien conscients de ces handicaps ont réagi sous l'impulsion des Présidents Bush puis Clinton. Reconnaissant que la "connaissance est désormais le fondement de la puissance économique" (rapport Japan 2000), ils ont réorienté les missions de la C.I.A. et les crédits de recherche et développement militaires vers le secteur civil, assuré un meilleur accès à l'information aux P.M.I., développé un programme de contrôle de l'accès à l'information et surtout imaginé le concept des " autoroutes de l'information "qui devrait préfigurer les besoins

du siècle prochain.

Malgré ces mesures, le handicap américain dans le domaine de l'intelligence économique semble bien devoir demeurer car d'ordre culturel. Comme le souligne le numéro de décembre 1993 de la Revue de la défense nationale : " (aux Etats-Unis) la primauté fondamentale de l'individu en tant que centre de savoir et de décision autonome est remise en cause par l'émergence d'une culture nouvelle, globale et collective, de la connaissance ".

La situation en France témoigne d'une carence dont certaines personnes commencent à prendre conscience. Les principales insuffisances du système français sont essentiellement culturelles et organisationnelles.

Sur le plan culturel d'abord, le traditionnel individualisme gaulois se heurte à la nécessité d'une démarche collective à tous les niveaux. Il y a également l'image négative que le renseignement a toujours eu au sein de l'intelligentsia. Celui-ci a toujours symbolisé les opérations occultes de la raison d'Etat. Il implique ensuite des entreprises de long terme auxquelles notre culture latine a toujours préféré des résultats plus directs. Au niveau des institutions ensuite, un centralisme historique s'oppose à la libre circulation des informations et en particulier dans le sens transversal.

L'absence de démarche stratégique tant au niveau de l'Etat que dans l'entreprise est une raison supplémentaire et la conséquence de ces handicaps. Le problème commence cependant à être examiné sérieusement et la récente création d'un Comité pour la compétitivité et la sécurité économique, présidé par le Premier Ministre en témoigne (Décret du 1er avril 1995) ainsi que la désignation d'un "Ministère du Développement Economique et du Plan ", chargé de la sécurité économique.

Un dispositif français ne peut s'organiser qu'autour des données françaises du problème. Il ne peut ainsi ressembler ni au modèle nippon en raison de son aspect collectif, ni au modèle anglo-saxon jugé trop libéral. Le modèle allemand peut, en revanche, offrir un projet en partie transposable. L'Etat doit être à la fois la tête et l'incitateur du dispositif d'intelligence.

Il faut refaire de l'Etat le guide et non pas le fardeau de l'économie. Il s'agit surtout de maîtriser le cycle de l'information: recueil, traitement et diffusion. Concernant le recueil il faut valoriser des sources plus diverses comme les organisations humanitaires ou le formidable atout que constitue la francophonie. Le traitement doit permettre l'organisation de la stratégie qui doit guider les grands axes de conquête économique et donner des signes à nos entreprises. La diffusion, enfin, ne doit pas souffrir du centralisme. Celui-ci ne vaut, en effet, que s'il associe des liaisons descendantes et transversales c'est-à-dire un meilleur accès à l'information pour tous les acteurs économiques.

L'Etat doit également avoir un rôle incitateur qui consisterait, par exemple, à promouvoir une véritable ingénierie de l'information. On le voit, il faut pour cela disposer d'un projet politique ce dont, malheureusement, nous manquons, trop occupé que sont nos dirigeants à gérer sous l'urgence médiatique au lieu d'organiser une véritable stratégie.

Cet aspect témoigne une fois de plus de notre inadaptation organisationnelle et culturelle face " à une logique d'affrontement indirect fondée sur la maîtrise de l'information et sur les stratégies d'influence " (Revue de la défense nationale, mai 1995).

Il y a ensuite les collectivités locales (conseils régionaux, chambres de commerce et d'industrie, etc…) qui non seulement entretiennent des liens privilégiés avec l'étranger, l'Etat, les banques et les entreprises mais disposent, également de sources d'information (Arist: agences régionales d'information scientifiques et techniques, centres régionaux de documentation internationale, etc…). Elles doivent, par conséquent, jouer un rôle essentiel de recueil de l'information, de sensibilisation à l'intelligence économique et de coordination des entreprises d'intelligence.

C'est enfin l'entreprise vers laquelle doit converger les finalités du projet et qui doit, à ce titre, intégrer les impératifs organisationnels de l'intelligence économique (création d'un département et de cellules d'intelligence économique). Elle doit également accorder une large part à la sensibilisation de tous ses échelons afin de vaincre les obstacles culturels et de susciter l'adhésion.

Malgré la création du Comité pour la compétitivité et la sécurité économique et d'un ministère, l'essentiel reste encore à faire en France.

Il s'agit surtout de mobiliser les volontés derrière le projet de maîtrise de l'information que constitue l'intelligence économique avant d'adapter nos structures à ce nouveau défi.

***** *Avec la fin de la guerre froide, la compétition économique mondiale a pris un tour de plus en plus conflictuel. Une véritable guerre aux dimensions planétaires que certains considèrent encore comme la libre expression des lois du marché, occupe le terrain des relations économiques internationales. A mesure du rétrécissement des marchés sous l'effet conjugué de cette concurrence effrénée et de la mondialisation des échanges, les acteurs économiques sont conduits à des réactions extrêmement rapides et coordonnées.*

Dans ce nouveau contexte, seule une parfaite organisation de la maîtrise du cycle d'information permet d'assurer la survie économique. Le concept d'intelligence économique répond à ce besoin.

Il consiste précisément à accroître la compétitivité de tous les secteurs économiques en s'appuyant sur une stratégie bâtie sur une large diffusion et une exploitation " intelligente " de l'information ouverte. Il suppose par conséquent des structures et des esprits adaptés à cette nouvelle stratégie.

Des pays comme l'Allemagne et le Japon ont déjà compris les nouvelles perspectives offertes par cette approche systématique des marchés. Cela explique en partie leur position compétitive sur l'échiquier planétaire.

Le récent Comité pour la compétitivité et la sécurité économique devra jeter, en France, les bases d'un dispositif français. Les premières mesures devraient viser à sensibiliser les acteurs économiques sur le sujet et donner à l'Etat le rôle de direction du système. Au-delà des aspirations françaises, l'Europe pourrait, à terme, offrir, à ses partenaires, le cadre d'une solidarité économique renforcée à travers la construction d'un système d'intelligence économique européen.

A Propos du colloque sur l’ Intelligence economique- Fevrier 1997

Category: Extraits de bulletin,Intelligence économique
29 octobre 2021

Quand je voyage à l’étranger, je vais vendre la France. C’est aussi cela le rôle du politique “… En s’exprimant ainsi à la télévision, Jacques Chirac traduisait l’obligation pour nos compatriotes de concourir au succès de notre guerre économique.

” La France en guerre économique : quelle riposte, quelles armes, quels acteurs “… tel était le programme proposé le 26 février 1997 à l’Assemblée nationale, par les Chambres de Commerce et d’Industrie.

Justement inquiètes de l’exacerbation de la concurrence entre les États qu’entraîne la mondialisation de l’économie, nos Chambres de Commerce et d’Industrie entendent faire de ” l’Intelligence Économique ” une question primordiale à laquelle doit réfléchir et répondre la représentation nationale.

Devant le dynamisme de certaines nations et notamment les États-Unis, elles observent que ” l’administration américaine fait porter ses efforts pour assurer une position dominante à ses industriels nationaux et s’assurer ainsi des zones réservées et un contrôle quasi-exclusif de ses technologies-clefs “.

Loin de redouter l’Europe, la prospérité future définie par l’administration américaine doit assurer à son économie et jusqu’à l’horizon 2010, une priorité mondiale, y compris sur les marchés européens.

Et tandis que les U.S.A. se dotent de tout un arsenal de moyens pour assurer leur action économique à l’extérieur – depuis l’engagement personnel de Clinton jusqu’aux organismes spécialisés coopérants avec la C.I.A. – l’espionnage économique est durement réprimé aux U.S.A.

Les discussions au cours du Forum entre parlementaires et représentants de grandes entreprises (Dassault-Aviation, Total, Matra-Hachette, etc…) ont mis l’accent sur la dispersion des efforts des entreprises, l’insuffisance des appuis de l’administration française lorsqu’il s’agit d’imposer leur savoir-faire à l’extérieur.

Il existe pourtant à l’intérieur de l’entreprise une véritable conscience des devoirs de solidarité et ” d’intelligence “. Parfois même entre certaines entreprises. Mais il ne suffit pas de produire ce qu’il y a de meilleur pour décrocher des marchés… encore faut-il qu’à ” l’intelligence économique ” réponde une ” intelligence politique ” apte à soutenir à l’étranger la ” Maison France “.

Tirant la conclusion des débats, les Chambres de Commerce et d’Industrie, s’expriment ainsi :

” L’intelligence économique est une méthode d’observation et de surveillance des environnements économiques, technologiques et techniques en vue d’une stratégie “. ” Le volet interne de cette stratégie a pour objectif de protéger notre patrimoine technique et industriel tandis que le volet externe tend à promouvoir la Maison France sur les marchés étrangers “.

Ce qui inspira à un participant au forum cette réflexion : ” En fait l’intelligence économique est l’éclairage du champ de bataille “.

1997 : Création de l’Ecole de Guerre Economique : Discours du General Pichot Duclos

Category: Extraits de bulletin,Intelligence économique,Renseignement
29 octobre 2021

Le 2 octobre, dans le cadre d’un partenariat entre Défense Conseil International (D.C.I./INTELCO) et l’École Supérieure Libre des Sciences Commerciales Appliquées (E.S.L.S.C.A.), s’est ouvert à Paris un enseignement d’un type radicalement nouveau :” L’École de Guerre Économique “.

Pourquoi une « École de Guerre Économique » ?

La dureté croissante des affrontements économiques et les dispositifs nouveaux adoptés par les États étrangers et leurs entreprises démontrent que les temps ont changé : seuls les acteurs organisés collectivement et pratiquant résolument l’offensive peuvent désormais s’assurer des parts de marchés importantes. Ceux qui ne le comprennent pas disparaîtront ou perdront leur autonomie. Trop souvent frileux et routiniers, formés à la seule défensive, les acteurs français doivent réagir : nos managers en particulier doivent posséder la culture stratégique et la méthodologie de maîtrise de l’information issues de la Défense qu’on ne leur a pas enseignées.

Dans des locaux de l’E.S.L.S.C.A., c’est l’équipe dirigeante d’INTELCO qui va assurer ce transfert de connaissances aux élèves de cette École de Guerre Économique. Renforcée des meilleurs experts de la recherche ou de la protection de l’information de la propriété industrielle , cette équipe s’est donnée pour mission de former les cadres de la Guerre économique d’aujourd’hui et de demain, afin d’aider les divers acteurs français à relever les nouveaux défis de la mondialisation. En particulier, dans le contexte radicalement nouveau d’une société de l’information, cette formation va préparer les jeunes diplômés et les cadres à doter leur entreprise d’un nouveau modèle managérial articulé autour de l’Intelligence économique. Au-delà de la maîtrise complète du ” cycle du renseignement ” issu de la Défense, il s’agit pour les élèves de conduire l’inévitable changement qui s’impose en matière

d’approche, désormais collective et offensive, de l’information.

Qu’il s’agisse d’exporter mieux, de protéger plus efficacement son patrimoine, de développer une stratégie d’influence ou de faire face à tous les aspects de ” la guerre de l’information ” qui commence, l’entreprise doit changer. Il faut qu’elle exploite mieux son patrimoine immatériel (la connaissance) d’une part en valorisant ses ressources informationnelles internes et, d’autre part, en développant les approches indirectes héritées de l’histoire (les échiquiers invisibles).

Le Comité pour la compétitivité et la sécurité économique avait ainsi défini l’Intelligence économique :” la coordination des actions de recherche, de traitement et de diffusion de l’information ouverte, c’est-à-dire obtenue par des moyens légaux, afin d’éclairer la stratégie des entreprises “.

Ainsi, l’École de Guerre Économique va-t-elle s’efforcer de former un nouveau modèle de managers apte à la mettre en œuvre. Elle décernera un diplôme de 3eme cycle qui fera de ses titulaires des candidats d’autant plus recherchés que l’offre est inférieure à la demande.

Thèmes et méthodologies enseignés: L’enseignement s’articule autour des thèmes ci-dessous, étudiés sur 450 heures.

– Initiation aux principes stratégiques.

– Intelligence économique : définition, généralisation, concept, méthodologie.

– Intelligence et Management des hommes : conduite du changement dans l’entreprise, approche collective et partage de l’information.

– Intelligence territoriale : établissement des synergies et des réseaux sur le territoire, développement économique, création d’emplois.

– Intelligence financière : faire face à la délinquance financière, le blanchiment d’argent, la fraude fiscale et l’établissement de stratégie financière offensive.

– Intelligence de l’information : gagner la guerre de l’information, contrôler et maîtriser l’information ouverte. – Intelligence et commerce international : toutes les stratégies d’export, les stratégies indirectes (influence, échiquier invisible…).

– Intelligence et outil informatique : architecte des systèmes et des logiciels, utilisation pratique et concrète d’Internet.

L’objectif est d’équilibrer l’enseignement entre l’étude du contexte (” comprendre ” : 200 heures) et la pratique des instruments (” agir “: 250 heures). La première promotion comprend 30 élèves (15 étudiants, 15 cadres d’entreprise).

Amiral Pierre Lacoste : L'évolution de la culture francaise du renseignement (1997)

Category: Extraits de bulletin,Intelligence économique,Renseignement
29 octobre 2021

En ce début d'année 1998 je veux rendre hommage à l'A.A.S.S.D.N. et à son prestigieux Président, le Colonel Paillole, en témoignage de mon affectueuse admiration. Sous son impulsion, l'Association a su préserver la mémoire des services rendus à la Nation par les membres des Services Spéciaux dont l'action discrète, clandestine et souvent héroïque, avait été trop souvent oubliée. Sous l'effet d'une écriture simpliste ou parfois abusivement partiale de l'histoire des années terribles de la Deuxième Guerre Mondiale, leurs exploits seraient demeurés méconnus sans la vigilante attention de leurs camarades survivants.

D'autant plus que, dans notre pays, le renseignement en général et les Services Spéciaux en particulier, sont particulièrement mal connus. Ils continuent à être traités par les médias en fonction des mythes et des phantasmes habituels : les " espions ", les traîtrises et les coups tordus ; les " barbouzes " et les aventuriers douteux... L'opinion publique est totalement ignorante des réalités mais, plus grave encore, les milieux dirigeants de la politique et de la haute administration ne sont guère mieux informés. J'ai eu l'occasion de constater à quel point les intellectuels et les universitaires français sont en retard par rapport à leurs homologues étrangers, notamment anglo-saxons.

Il y a heureusement depuis quelques années une certaine prise de conscience dans notre pays. Dans le domaine de l'économie " l'Intelligence économique " est devenue un sujet à la mode.

En 1994, pour la première fois, un document gouvernemental a fait du renseignement une des priorités de la Défense. Le Livre Blanc publié cette année-là était destiné à remplacer celui qui, depuis 1971, avait fixé pour près de 20 ans les grandes lignes de la doctrine française. La fin de la guerre froide imposait en effet que soient reconsidérés les choix essentiels de notre politique en fonction des nouvelles données de la situation internationale. Et la Guerre du Golfe avait spectaculairement mis en évidence les insuffisances de notre Renseignement militaire et stratégique en montrant la dépendance quasi totale de nos forces par rapport aux informations fournies par les Américains.

Contrairement au document de 1971 qui n'y faisait pas du tout allusion, le livre Blanc de 1994 a donc fait du Renseignement la première des capacités prioritaires de nos forces armées, en insistant sur son caractère d'instrument de la politique militaire aux trois niveaux, stratégique, opératif et tactique. Il a précisé les thèmes et les zones d'intérêt privilégiés, invitant à un effort d'organisation, de formation des hommes et de gestion des moyens, dont les plus modernes comme ceux de l'espace et des techniques avancées de l'information.

Le Ministère de la Défense a créé et développé la nouvelle Direction du Renseignement militaire, la D.R.M., dotée de ressources humaines et techniques incomparablement supérieures à celles de son prédécesseur, le C.E.R.M. des années 70.

Engagées dans les opérations de Somalie, de Yougoslavie et d'Afrique, les armées françaises

ont eu l'occasion de montrer, aux yeux du gouvernement comme à ceux de nos voisins et alliés, qu'elles avaient parfaitement pris en compte les exigences et les atouts du Renseignement et qu'elles étaient capables d'y exceller. Est-ce à dire que la partie soit gagnée ? Je ne le crois pas. Une chose est d'avoir modifié nos comportements " opérationnels militaires ", une autre est de changer durablement et en profondeur les habitudes acquises dans notre pays par des générations de responsables politiques et de haut fonctionnaires, en un mot de faire évoluer " la culture française du Renseignement ".

Il faut agir dans la durée en s'attachant en priorité à l'éducation et à la formation des hommes, à commencer par les jeunes. C'est pour cette raison que j'ai entrepris depuis 1994 d'introduire cette matière à l'université en créant un " séminaire de troisième cycle " consacré à la culture française du Renseignement. Les travaux de la première année 1995-96 ont déjà fait l'objet d'une publication à la documentation française ceux de 1996-97 sont en cours d'édition et j'espère pouvoir diffuser de la même façon ceux de la troisième et dernière année qui est encore en cours.

Mais ces travaux sont bien modestes au regard des besoins et de l'énorme documentation réunie par les chercheurs et les universitaires étrangers sur le sujet. Mon ambition a surtout un caractère incitatif : il s'agit de faire prendre conscience à des historiens, à des politologues, à des juristes, à des sociologues et à des spécialistes français des relations internationales, qu'il y a là pour eux un champ vierge qu'il leur faut défricher, chacun dans sa spécialité. Je voudrais qu'ils se rendent compte des lacunes de leur savoir sur le sujet comparées aux connaissances de leurs collègues anglo-saxons. Je voudrais qu'ils soient, comme moi, scandalisés par le fait que la seule étude universitaire récente sur l'histoire des Services Secrets français ait été écrite par un historien américain, le professeur Douglas Porch, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il s'est trop souvent laissé aller à émettre des opinions subjectives plutôt que de s'en tenir à une stricte objectivité.

C'est pourquoi je me réjouis qu'une convention ait été signée entre l'A.A.S.S.D.N. et l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr – Coëtquidan et que les jeunes officiers qui se consacrent à des études historiques aient eu l'occasion d'être longuement reçus par le Colonel Paillole au mois de décembre. J'ai recueilli les échos de leur enthousiasme et je vois avec le plus grand intérêt s'accumuler des travaux de qualité dans le cadre de mémoires ou de thèses d'histoire. Mais, comme tous les historiens, ils sont avides de trouver des sources inédites, et de ce point de vue l'A.A.S.S.D.N. représente une mine de savoirs et, sans doute d'archives encore inconnues, qu'il faudrait absolument exploiter.

Des témoignages oraux n'ont sans doute pas encore été tous recueillis, des documents personnels mériteraient d'être exploités. De même que les connaissances et les compétences de nombreux camarades qui se sont jusqu'à présent strictement conformés aux règles traditionnelles de discrétion liées à la déontologie du métier.

En raison des contrevérités qui courent encore, en raison du besoin d'explication et d'éducation qui s'impose, à mon avis, vis-à-vis des générations montantes, je souhaite qu'ils acceptent de nous apporter leur savoir.

La France est elle en guerre économique? Exposé du General Pichot Duclos (1999)

Category: Afrique,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Intelligence économique,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

Le 1er octobre 1998, lors d'une conférence donnée à l'Association des Auditeurs de l'I.H.E.D.N., on fit prononcer au Président du Conseil d'Administration de cet organisme, la phrase suivante :" guerre économique, expression fallacieuse car la concurrence économique n'est pas une vraie guerre ".

Ainsi, à la périphérie même de la sphère régalienne, met-on en doute la réalité d'une forme nouvelle d'affrontement rendue planétaire par la mondialisation et dont les dégâts politiques, humains et matériels sont croissants.

On peut donc se demander si, oui ou non, nous sommes en guerre économique. Pour y voir plus clair, nous examinerons successivement le concept de guerre économique, l'exemple américain et les réalités françaises.

Officiellement on ne connaît que " la défense économique "

Il faut d'abord observer que tous les conflits ont eu leurs volets économiques ; la terre brûlée, le siège consistant à priver la garnison d'eau et de vivres en étaient les plus banals. Le blocus continental organisé par Napoléon pour ruiner le commerce britannique incarne exactement une stratégie de guerre économique au service de buts de guerre politiques.

Aujourd'hui, en Afrique Orientale, l'arme alimentaire se banalise. A l'échelon mondial, depuis la fin du Pacte de Varsovie, les affrontements découlant de la lutte pour le leadership se déroulent ouvertement sur le plan économique : c'est une forme de transfert de techniques d'agression d'un terrain à un autre et elles entraînent de lourdes pertes matérielles et humaines. Que de vies brisées par la délocalisation d'une usine, la faillite organisée ou le blocus comme celui dont sont actuellement victimes l'Arménie et l'Irak ! Le sophisme consistant à nier la guerre économique au prétexte que " la guerre détruit tandis que l'économie construit " repose sur le refus de considérer que l'affrontement a changé de dimension et de niveau.

Au XIXe siècle, la concurrence opposait des entreprises libérales ; depuis 1989, en conséquence de la mondialisation, ce sont des États ou des blocs économiques qui s'opposent, mettant en jeu des moyens régaliens (diplomatie, armée, Services Spéciaux) pour conquérir ou conserver des marchés – l'exemple américain le démontre – dès lors il ne s'agit plus de concurrence mais de conflits ouverts.

La guerre contre l'Irak et l'intervention de l'OTAN au Kosovo n'auraient probablement pas eu lieu si la politique pétrolière et arabe des États-Unis n'avait pas été concernée : l'invasion du Koweït et les atrocités serbes ont fourni les prétextes nécessaires au renforcement de la politique de Washington.

Ainsi le concept de guerre économique est-il aujourd'hui validé. Il n'est pas pour autant pris en compte par les institutions françaises. Officiellement, on ne connaît que la " défense économique " décrite dans l'Ordonnance de 1959 qui se situait dans un contexte de guerre froide et ne traitait que les problèmes d'approvisionnement au cours d'un conflit armé.

Le gouvernement d'Édouard Balladur tenta d'y remédier. Ce fut le Livre blanc sur la Défense qui prenait en compte une partie du changement de décor géostratégique mais escamota les nouvelles données découlant de la mondialisation de l'économie.

Toutefois, conscient de cette carence, le Premier Ministre créa en avril 1994 un Comité pour la Compétitivité et la Sécurité Économique (CCSE), fort bien venu mais rapidement stérilisé par les gouvernements suivants.

Aujourd'hui, il n'existe plus d'organisme opérationnel interministériel capable de coordonner à l'échelon de l'État des actions ressortissant à la guerre économique… Au cours de l'été 1998, le Secrétaire général à la Défense nationale qui abritait le CCSE supprima même la cellule d'intelligence économique créée en 1994 à la suite du Rapport du Commissariat général au Plan, intitulé " Intelligence économique et stratégie des entreprises ".

Une " école de guerre économique " vient pourtant de s'ouvrir à Paris Ainsi, qu'il s'agisse de concept ou de structures, la carence étatique est-elle avérée en matière de guerre économique.

C'est la conséquence du profond déficit culturel souligné dans le rapport ci-dessus : nos élites ne sont formées ni à la stratégie ni à " l'intelligence ". Les corporatismes – en particulier ceux du Quai d'Orsay et de Bercy – ont fait le reste. Heureusement – et la presse n'y est pas pour rien – les idées cheminent. Les entreprises ont, pour la plupart, compris la nouvelle donne tandis que les jeunes cadres sont persuadés qu'il faut adapter leur organisation managériale et adopter de nouveaux comportements pour conquérir des parts de marché. Une " école de guerre économique " s'est ouverte à Paris il y a deux ans et fonctionne avec un succès croissant . Nous sommes donc capables d'évoluer. L'exemple américain peut nous fournir des indications précieuses. Vers la fin des années 70, les États-Unis se découvrirent envahis par l'automobile et l'informatique japonaises que personne n'avait vu venir. Le Président Bush commanda à la CIA le fameux rapport Japan 2000, partiellement publié, qui mit en exergue certaines carences du renseignement fédéral, obnubilé par le danger soviétique, et des entreprises américaines orientées vers le marché intérieur. Le Président Clinton persuada ces dernières d'entrer dans un jeu de connivence minimum pour améliorer la performance commerciale globale, et réorienta l'appareil d'État vers une aide à la conquête des marchés et à la maîtrise des technologies de pointe : ce fut la création d'un Conseil de sécurité économique et la naissance du concept d'advocacy network (réseau de " conseil ") sous la

férule directe du Vice-président Al Gore, devenu un authentique spécialiste de la guerre économique dont il est explicitement chargé depuis huit ans. Les performances de l'économie américaine témoignent de l'efficacité de ces diverses mesures.

États-unis : des aides camouflées derrière une proclamation libérale

En bref, le Conseil de sécurité économique coordonne les actions des agences fédérales (C.I.A., N.S.A., F.B.I.) et du Département d'État pour détecter la douzaine de technologies nouvelles qui commanderont l'avenir et pour sélectionner les appels d'offre internationaux les plus intéressants. L'advocacy center recueille les besoins en renseignement des entreprises et les leur procure.

L'ensemble du système se charge d'éliminer les obstacles qu'elles rencontrent : pressions politiques directes sur les gouvernements (le Président Clinton a persuadé le roi Fahd d'acheter Boeing plutôt qu'Airbus), conseils amicaux prodigués par le F.M.I. ou la Banque mondiale auprès des pays endettés. L'énorme appareil de la N.S.A., tel le réseau Echelon, capte toutes les informations nécessaires concernant les marchés, les concurrents, les personnages importants… La C.I.A. ou des organismes privés amènent à la raison les récalcitrants par des méthodes adéquates : ce furent l'affaire Bull en Pologne et l'affaire Promis aux États-Unis. De surcroît, un arsenal juridique adapté permet de mener une politique vigoureusement protectionniste : loi d'Amato, loi Helms et Burton, loi Cohen, article Super 301… On multiplie les " obstacles non tarifaires " à la pénétration des entreprises étrangères : par exemple, questionnaire obligatoire de soixante mille pages ! Par ailleurs, on commence à s'interroger sur les liens des grands cabinets conseils américains ou même de certaines églises prétendument scientifiques avec l'autorité fédérale… Enfin, des aides camouflées à l'agriculture et très probablement à l'industrie automobile achèvent de dénaturer une économie qui se proclame à grand bruit authentiquement libérale.

Au total tout se passe comme si une analyse globale de la situation avait débouché sur un dispositif systémique de domination de l'économie mondiale, coordonné par l'État et auquel participe une grande majorité des secteurs privés, ce qui est en soi une petite révolution culturelle au pays du cow-boy solitaire. En tout cas les résultats sont là : impôts très bas, chômage en voie de résorption, santé insolente de l'économie nationale et enlisement de l'Europe, légitimement perçue comme adversaire principal.

Réalités françaises : ni l'état, ni les banques ne jouent leurs rôles propres

Les réalités françaises sont quelque peu différentes. Aux carences culturelles évoquées plus haut s'ajoutent l'individualisme des acteurs privés et le poids d'une administration étatique stérilisante, dont les fonctionnaires ignorent pour la plupart les réalités de l'entreprise – c'est le problème de l'ENA (…). Il faut aussi mentionner les défauts d'un système bancaire qui ne joue pas son rôle à force d'avoir développé la culture du parapluie. Nous n'avons pratiquement pas de banques d'affaires à l'allemande qui partagent le risque et le renseignement avec leurs clients. Cette situation devient d'autant plus insupportable que nous disposons d'un formidable potentiel de dynamisme et de créativité. Nos produits de haute technologie en témoignent : Airbus, Ariane, le T.G.V.… La recherche française est de la plus haute qualité : nous sommes les troisièmes producteurs mondiaux d'information scientifique et technique… mais les

seizièmes utilisateurs. ! Les informaticiens français sont partout recherchés mais nos jeunes diplômés des grandes écoles s'expatrient. Nous sommes les champions de la grande distribution et nos P.M.E. témoignent d'un dynamisme remarquable à l'exportation. Bref, nous avons un tigre dans notre moteur mais les freins sont bloqués et il n'y a pas de conducteur.

Que faudrait-il faire ? D'abord que l'État joue son rôle qui consiste à créer les conditions générales libérant les énergies individuelles et à coordonner l'action des administrations. Cela passe notamment par une baisse résolue des impôts – on peut toujours rêver – et par la création d'un Conseil national de sécurité économique capable de définir une stratégie globale et d'accompagner des opérations ciblées en partenariat avec les entreprises ; et aussi par la coordination des actions des ministères et services concernés pour maîtriser le cycle de l'information économique utile aux entreprises (cela avait été expressément demandé par le rapport cité plus haut).

Cinq ans après, on a entrepris de réformer le Centre Français du Commerce Extérieur (C.F.C.E.) et d'améliorer le fonctionnement des Agences Régionales pour l'Information Scientifique et Technique (A.R.I.S.T.). Certains ministères comme celui de l'agriculture introduisent officiellement l'intelligence économique comme méthode de travail. Le Président de la République, à l'imitation de Bill Clinton, a entrepris avec succès de promouvoir lui-même les produits français.

Nous savons parfois bloquer des manoeuvres hostiles comme celle de l'accord mutuel sur les investissements (A.M.I.) en 1997. Mais au total, on est loin de la réforme générale et transversale qui s'impose dans une administration d'État trop cloisonnée. Il faudrait aussi que les acteurs de terrain, groupes et entreprises, placent résolument la maîtrise de l'information ouverte (80 % du total) au centre de leur système de management. Cela suppose, en particulier, le partage de l'information en interne et avec les partenaires extérieurs.

Pour ne pas vouloir le comprendre, nos groupes industriels de l'armement et beaucoup de nos P.M.E. perdent trop de marchés. Notre individualisme n'est plus adapté à la guerre économique que l'on ne peut gagner qu'en équipe. Il faut une révolution des mentalités.

Adopter une nouvelle attitude et de nouvelles organisations

Il s'agit donc d'adopter une nouvelle attitude et de nouvelles organisations face à une économie mondialisée et, de surcroît, gangrenée par l'argent sale (au moins 8 % des capitaux échangés par les réseaux électroniques est d'origine douteuse ; ce chiffre est en expansion régulière).

Par ailleurs, le monde des réseaux exige des structures les plus plates et les plus réactives possible. L'avalanche croissante d'informations, nouvelle matière première de l'activité humaine et enjeu capital, impose des dispositifs d'intelligence économique et d'influence que peu d'entreprises et de chambres de commerce ont adopté.

Il faut enfin une attitude anticipatrice et résolument offensive face à la concurrence. Les

Américains ont tracé des pistes. A nous de mettre au point nos propres méthodes. Nous avons tout ce qui est nécessaire, seule manque la volonté d'oser. François Mitterrand, qui maîtrisait son langage, disait :" La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique " .

Ainsi, n'en déplaise à certains cénacles attardés ou manipulés, la guerre économique est-elle bien devenue une réalité mondiale. Le choc des États dépasse le stade de la concurrence pour atteindre celui du conflit. Du reste, nos chefs d'entreprise et la presse ne s'y sont pas trompés.

Malgré le freinage d'une partie de ses élites, la France doit prendre en compte cette réalité nouvelle et adopter au plus vite un grand projet collectif où chacun va jouer son rôle : l'individu, l'entreprise, l'administration. Nous avons tous les atouts nécessaires, mais le temps nous est compté : nos entreprises passent progressivement sous contrôle essentiellement américain, arabe et japonais. En juin 1999, l'Assemblée nationale adoptait un texte reconnaissant que les " les événements d'Algérie " intervenus entre 1954 et 1962 constituaient bien une guerre. Il nous a donc fallu quarante-cinq ans pour reconnaître une évidence.

Combien de temps nous faudra-t-il pour admettre que la France est en guerre économique ?